

26 février 2007

Pourquoi Québec solidaire ? Parce que c'est le moins pire et qu'il incarne l'espoir



À un jeune camarade indépendantiste de gauche que la déception égare.

La politique n'est pas un sport, encore moins un sport extrême. La politique peut se définir comme un ensemble cohérent de stratégies et de tactiques cristallisées dans un programme et portées par une organisation, basée socialement sur des classes, fractions de classes et couches sociales, qui s'assigne comme but la conquête du pouvoir d'État au bénéfice de sa base sociale et par sa médiation, pense-t-elle, de toute la société. À cause de la dérive sociale-libérale due à la victoire stratégique du capitalisme néolibéral avec la chute du mur de Berlin, sommaire du bilan catastrophique du XX^{ie} siècle, l'écrasante majorité des partis de gauche réellement existants, des communistes jusqu'aux nationaux-populistes en passant par les sociaux-démocrates, ont fait la paix avec la domination du monde par le grand capital, se contentant d'en réclamer un visage humain mais au prix de se mettre à son service pour contrôler la riposte populaire.

Cette dégénérescence ne semble pas vouloir s'arrêter si l'on se fie à la capitulation du Parti de refondation communiste, qui paraissait être la grande exception dans les pays impérialistes — auquel s'ajoutent la crise du Scottish Socialist Party, la stagnation de Respect en Grande-Bretagne et les ambiguïtés du nouveau Parti de gauche allemand — et à celle du Parti des travailleurs brésilien, le grand espoir dans les pays dépendants. Au contraire, les nouvelles sources d'espoir, Venezuela et Bolivie, paraissent être des contre-exemples. Ce sont de grandes mobilisations populaires qui y ont ébranlé ou renversé les régimes néolibéraux en place, qui y ont installé ou sauvé de nouvelles directions nationalistes de gauche de type caudilliste, qui leur ont imposé une radicalité anti-impérialiste et une obligation redistributive toutes deux rendues possible par leur rente pétrolière et minière. Dans cette résurgence national-populiste de gauche, les partis politiques soutenant ces directions sont soit des vecteurs de corruption bureaucratique, à tel point que la direction Chavez veut s'en

débarrasser par une réforme mort-née par le haut, soit un outil de contre-mobilisation ou d'électorisme pour canaliser l'impétueuse révolte d'en bas.

Il est tout à fait compréhensible et sein que la jeunesse venue à la politique durant l'ère néolibérale doute de la pertinence des partis de gauche, d'autant plus que ceux de droite arrivent toujours à cyniquement tromper les gens pour réaliser entre deux élections leur programme réel d'approfondissement néolibéral. Il arrive même que l'on doute du bien fondé de l'objectif de la conquête du pouvoir, quoique les espoirs andins et, en creux, les dégâts militaire de la superpuissance étasunienne ont affaibli ce courant idéologique basé sur la révolte spontanée des « multitudes » pour ne pas conquérir le pouvoir. Le cul-de-sac de « l'autre campagne » zapatiste qui n'a pas su ni s'insérer dans la grande mobilisation en faveur d'AMLO pour l'infléchir à gauche ni soutenir efficacement et à temps la commune d'Oaxaca en est la démonstration. Cette jeunesse de gauche, donc, et avec elle tous les autres dégoûtés de la politique partidair, tend soit à se réfugier dans l'anarchie sectaire soit, l'un n'excluant pas l'autre, à s'insérer dans le mouvementisme la plupart du temps uni-causal mais qui peut être global.

Cet altermondialisme, puisqu'il faut l'appeler par son nom, allie confortablement radicalisme idéologique et réformisme pratique. Selon le degré de radicalisme de ses tenants, les partis politiques seraient soit à proscrire complètement soit à des alliés tactiques sur lesquels il faut faire pression ou même pour lesquels il faut voter jusqu'à y militer. Cependant, jamais il ne faudrait compter sur eux comme direction politique d'un mouvement internationaliste de libération sociale et nationale vers un monde anticapitaliste pour ne pas dire socialiste. Pour parler québécois, cela va de la CLAC jusqu'à une partie des militantEs anti-guerre, anti-libre-échange et pro-droits en passant par la fraction éducation populaire de D'abord solidaires. En France, où l'altermondialisme est plus développé comme d'ailleurs la gauche anti-capitaliste, on pense au mouvement José Bové qui vient de pousser une pointe sur le terrain électoral, dont on peut douter des suites tant il sous-estime l'importance cruciale de l'organisation mais qui nuira grandement à la gauche anti-capitaliste faisant là le jeu du social-libéralisme dont il ne se démarque fondamentalement pas.

Pourtant, l'importance stratégique d'un parti de gauche anti-capitaliste reste incontournable comme le démontrent tant l'échec du grand soulèvement argentin de décembre 2001-été 2002 que, à une moindre échelle, celui de la commune d'Oaxaca durant l'été et l'automne 2006. Ces deux soulèvements, qui avaient créé une conjoncture momentanément pré-révolutionnaire, sont peut-être les deux premières tentatives de révolutions socialistes du XXI^{ie} siècle. Il importe donc d'en faire un premier bilan pour discerner ses lendemains ailleurs. Se sont mobilisés ceux et celles que le sous-commandant Marcos appelle le sous-sol de la société, c'est-à-dire ces paysanNEs, indienNEs, sans travail et femmes des *slum cities*, soutenus momentanément dans le cas de l'Argentine par les classes moyennes privées de leurs épargnes, dont on entendait jamais parler sur la

scène politique. Pour compenser leur dispersion sectorielle et géographique et leur manque d'expérience organisationnelle sur l'échelle nationale ont manqué tant l'encadrement syndical, sauf l'exception des occupations d'usines en Argentine et la grève rassembleuse mais isolée du syndicat de l'enseignement d'Oaxaca, et surtout la direction politique d'un parti anti-capitaliste crédible qui n'est ni la ribambelle de sectes argentines d'extrême gauche ni le PRD, le grand parti réformiste mexicain qui avait pourtant mobilisé sur la place centrale de Ciudad Mexico un million de personnes contre la fraude électorale mais qui a à peine levé le petit doigt pour soutenir la commune d'Oaxaca.

Québec solidaire

Où se situe Québec solidaire dans ce tableau ? Certes, sa dynamique, qui date du temps de l'UFP, en est une de social-libéralisation qui pour l'instant s'est consolidée dans sa direction mais à laquelle sa base résiste comme l'ont plus que démontré les deux conseils nationaux, les commissions thématiques et le congrès plate-forme. Si cette résistance ne l'a pas jusqu'ici emporté c'est qu'elle doit faire face à un triple barrage :

- D'abord un effondrement de la riposte sociale depuis la défaite sans combat des syndicats du secteur public, en décembre 2005, dirigés par des directions embourbées dans le concertanionisme péquiste que les Libéraux avaient pourtant clairement renié, stratégie suicidaire que la direction de l'UFP, pas plus que celle d'Option citoyenne, n'avait critiquée guidée qu'elle était par la « théorie du rétroviseur » de Gauche socialiste prétendant que ni l'exemple du Front commun de 1972 ni le vote pour une grève sociale d'au moins 24 heures des bases syndicales des trois grandes centrales n'étaient pertinents.
- Deuzio, une assimilation par la direction de Québec solidaire des pratiques de contrôle bureaucratique — cautionnées par la théorie de la « violence verbale et écrite » de Gauche socialiste permettant de dénigrer toute opposition systématique — héritées des directions syndicales et populaires, pratiques qui se sont déployées tant au congrès de fondation que lors du processus d'élaboration de la plate-forme, particulièrement par la mainmise de la direction nationale sur la commission politique contrairement aux stipulations des statuts qui en font un comité directement redevable au conseil national.
- Tertio, une capitulation de la gauche anti-capitaliste qui a renoncé à se positionner comme direction alternative à l'actuelle direction sociale-libérale en proposant une orientation, une plate-forme et une tactique de la rue alternatives, se contentant plutôt de faire du harcèlement tactique autant que possible par l'encouragement des autres plutôt que de s'y risquer soi-même.

La place d'un anti-capitaliste québécois ne peut être qu'au sein de la résistance anticapitaliste dans Québec solidaire, le seul parti québécois réellement existant qui offre un potentiel anti-capitaliste à condition de briser le carcan sociale-libéral

imposé par sa direction. À court terme, cette place se concrétise dans la contribution de chacunE au succès de sa campagne électorale car plus la présence de Québec solidaire dans le jeu politique québécois sera forte plus, d'une part, les trois partis néolibéraux devront infléchir à gauche leurs politiques de droite, pour le plus grand soulagement du peuple québécois, et plus, d'autre part, sa direction, exposée aux feux de la rampe, devra déculotter ses contradictions face à ses membres et face au peuple québécois. Cette stratégie est-elle risquée ? Absolument et on pourrait même évaluer que ses chances de succès sont minimales. Y en a-t-il une autre ? Le repli cul-de-sac dans la construction d'une secte révolutionnaire en dehors ou à l'intérieur de Québec solidaire, à la Socialisme International, tout en acceptant philosophiquement sa social-libéralisation au lieu de s'y définir comme un courant de transformation anti-capitaliste du parti ? Une fuite ou un retour au PQ, stratégique à la manière de SPQ-libre ou tactique sans y adhérer, au nom du réalisme politique du moins pire et sous prétexte que la direction du PQ vient opportunément de redécouvrir la cause étudiante ou de reparler d'indépendance ?

Faut-il rappeler qu'« *en 1996, avec Lucien Bouchard, le mouvement étudiant avait dû faire une grève d'un mois pour obliger le gouvernement péquiste à respecter sa promesse de maintenir le gel des frais de scolarité.* » (communiqué de presse, comté de Chapleau, Québec solidaire, 25 février 2007) et que l'ancien ministre de l'Éducation du PQ a, il y a quelques mois, clamé la nécessité d'une hausse de ces frais ? Les sondages ont démontré que depuis plusieurs années les opinions publiques québécoises et canadiennes, davantage au Québec, sont au centre-gauche. Elle est bien terminée la domination idéologique de la pensée néolibérale. Pour gagner une élection ou progresser électoralement, toute direction politique doit faire campagne à gauche de sa politique quotidienne et de ses prises de position habituelles à moins d'agiter le spectre à double tranchant des préjugés ethniques comme le fait l'ADQ. Le PLQ se fait très cyniquement le champion de la santé, le PQ celui de la cause étudiante, les Verts celui de l'écologie, en réalité d'un utopique capitalisme vert à la manière du manifeste des solidaires, et même l'ADQ celui de la famille. La direction de Québec solidaire parle de nationalisation de l'éolien, sans trop toutefois préciser, alors que c'est le congrès plate-forme, lui-même pressé par le conseil national péquiste, qui a dû lui forcé la main. Côté fiscal, la direction de Québec solidaire concède que « *les promesses de son parti allaient coûter un peu plus cher que celles des deux grands partis.* » (Presse canadienne) alors que le congrès a pourtant imposé une réforme fiscale radicale sans cependant la chiffrer, ce qui laisse la porte ouverte à une interprétation sociale-libérale de la part de la direction. Tel est le cynisme néolibéral et social-libéral.

Personne ne se fait le champion de l'indépendance sauf à l'évoquer pour se protéger de la mauvaise humeur du noyau dur de sa base électorale ou d'une partie de celle-ci. Le PQ n'a pas d'autre choix que de parler de souveraineté coincé qu'il est entre sa base militante et les attaques féroces du PLQ qui ne craint pas de réactiver une campagne de peur. Faut-il rappeler, toutefois, que le

PQ a irrémédiablement ruiné la cause de l'indépendance en l'associant à un projet de société néolibérale, ce qui bloque toute mobilisation dans la rue et même la capacité de faire le plein de votes, si référendum il y a, tant que ce parti sera le chef de file de la cause indépendantiste. Il y a longtemps que le PQ est mort comme parti de la libération sociale et nationale du peuple québécois si jamais il l'a été. Rappelons-nous que ce parti est né de l'aile nationaliste du PLQ afin de canaliser vers un cul-de-sac électoraliste l'impétueux mouvement libérateur des années 60-70. La direction de Québec solidaire, quant à elle, parle même d'« *indépendance* », elle qui il y a encore un mois *oubliait* de parler de souveraineté dans sa proposition de plate-forme au congrès, n'en parlait que comme souveraineté populaire et non nationale dans le cadre d'un projet étapiste d'assemblée constituante suivi d'un référendum et découplé de la lutte pour l'indépendance, mot honni et banni hors élection. Cependant, il ne sert à rien de critiquer l'étalement déconnecté de Québec solidaire pour se rabattre sur celui de l'indicateur de police, Claude Morin.

Comme tous les autres partis en lice, la direction de Québec solidaire s'adonne à l'électoralisme. Le choix de Québec solidaire relève à la fois du moins pire, car il est à la fois le seul parti social-libéral face aux partis néolibéraux y compris le fédéraliste parti Vert, et celui de l'espoir stratégique d'une lutte interne à partir d'un pôle anti-capitaliste combinée à une résurgence des luttes sociales.

Marc Bonhomme, 26 février 2007